

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

FO DGFIP 54 constate que l'austérité reste la règle et va s'accroître avec le maintien du pacte de responsabilité et de solidarité et la réduction de 50 milliards des dépenses publiques.

Les coupes franches vont réduire encore l'accès aux services publics, remettant en cause l'égalité républicaine. Ainsi, selon l'acte III de décentralisation, il en résultera des projets de fusions de régions, des suppressions de départements, des regroupements forcés de communes, des créations de métropoles imposées et un pouvoir réglementaire d'adaptation pour les collectivités. Il s'agit bien d'instaurer une république des territoires.

Ce pacte de responsabilité conjugué à la MAP se décline à la DGFIP sous le vocable de «démarche stratégique». D'ores et déjà cette politique mène la DGFIP au bord du précipice. Les démarches stratégiques, véritables armes de destructions massives de la MAP, ont, pour seuls objectifs, d'imposer aux Directions, et notamment la nôtre, des schémas de resserrement et certainement à terme de démantèlement et d'externalisation, schémas qui n'obéissent qu'à des logiques de réduction des coûts.

Il s'agit de normaliser les suppressions d'emplois et de réduire les budgets de fonctionnement. Ainsi, comme le dit le rapport d'activité 2013 du département, les effectifs théoriques sont passés en 2013 de 1005 à 983 agents.

Il n'y a, dans ces démarches, rien de stratégique, rien qui puisse porter une amélioration de notre service public financier, rien qui ne puisse en faire la promotion et le développer.

Pour **FO DGFIP**, il n'est pas question de rentrer dans une quelconque discussion ou réflexion quant à la façon de conduire une telle démarche mortifère pour notre Administration.

Pour **FO**, une autre politique par la relance de la consommation est possible. Pour cela, il faut augmenter les salaires et améliorer les carrières. De même, FO rappelle le rôle essentiel du Service public, source permanente de cohésion sociale, mais aussi d'amortisseur social en temps de crise.

C'est pour cela que **FORCE OUVRIERE** exige le maintien et la pérennisation des services publics avec les effectifs nécessaires pour un meilleur accueil et un meilleur service rendu aux usagers et des conditions de travail adaptées pour les agents publics.

Le succès du mouvement du 15 mai dernier, avec un tiers de grévistes à la DDFIP54, est là pour montrer que les agents ne se laisseront pas dicter aussi facilement cette politique d'austérité et défendront avec détermination les effectifs, leur outil de travail, leurs missions et leur pouvoir d'achat.

Pour clore cette liminaire, nous joignons à celle-ci une photo consternante prise le 16 mai 2014 à la cité administrative relative à la notion de service public à la DDFIP 54.

